

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

**SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM**

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

Pour une approche africaine des technologies de l'information
Sylvestre Ouédraogo 31

Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
Partha Pratim Sarker 35

E-commerce : du mirage économique au miracle social
Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
Michel Egger 81

Téléservices au Mali : l'art du détournement
Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahim Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe »

Hamadoun Ibrahim Touré*

Propos recueillis par Michel Egger**

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'un des acteurs clés du développement institutionnel et infrastructurel des télécommunications dans les pays en développement ainsi que de la lutte contre la fracture numérique. Le directeur de son Bureau du développement des télécommunications, Hamadoun Ibrahim Touré, présente les grands axes de son programme et répond à certaines questions controversées.

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'agence de l'ONU responsable de l'organisation du Sommet mondial sur la société de l'information. Qu'est-ce que cela représente et signifie pour le Bureau du développement des télécommunications (BDT) ?

Le Sommet sur la société de l'information doit être un catalyseur pour chaque acteur engagé sur ce terrain, pour finaliser les actions déjà en cours et atteindre les objectifs prévus. Personnellement, au BDT, je sais exactement ce que je dois réaliser les quatre prochaines années, car cela a été défini lors de la 3^e Conférence mondiale du développement des télécommunications à Istanbul, en mars 2002, et entériné par la Plénipotentiaire de Marrakech en octobre de la même année¹. Ce programme, je dois le mettre en œuvre, sommet ou non. J'ai été élu pour cela à la Plénipotentiaire de Minneapolis en 1998.

La question est donc : comment puis-je utiliser le sommet et sa dynamique pour atteindre au mieux mes objectifs, faire plus avec le peu que j'ai, éviter les duplications inutiles avec ce que font les autres organisations ? Car il y a dans ce domaine encore trop de doublons, qui équivalent à un gaspillage d'argent. Ainsi, l'année dernière, le BDT a organisé un cours en Thaïlande sur le commerce électronique ; deux semaines plus tard, l'Asia Pacific Telecommunity (APT) organisait à peu près la même chose au Laos et au Cambodge. Or, ses bureaux se trouvent à 2 kilomètres de notre antenne régionale. Mais les deux offices ne communiquaient pas, ne coordonnaient pas leurs actions, alors que les membres cotisants sont pour une

* Directeur du Bureau du développement des télécommunications à l'Union internationale des télécommunications (BDT-UIT), Suisse.

** Journaliste et coordinateur pour la politique de développement auprès de la Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER, Suisse.

¹ Pour des informations plus détaillées sur le Bureau du développement de l'UIT, voir <www.itu.int/ITU-D>.

bonne part les mêmes dans les deux organisations. Nous avons bien sûr pris des mesures pour améliorer la planification, identifier les synergies et les collaborations possibles. Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Beaucoup de voix, tant du côté gouvernemental que de la société civile et du secteur privé, expriment leur scepticisme à l'égard du sommet. Certains Etats redoutent son échec; d'autres, secrètement, ne seraient pas mécontents qu'il n'aboutisse à rien de concret...

Pour moi, le sommet est déjà gagné d'avance, avant même qu'il ait eu lieu. Car l'important, c'est le processus qui nous y mène, la mobilisation de toutes les énergies et ressources qu'il suscite pour lutter contre la fracture numérique. Cela fait vingt ans que l'UIT est consciente du problème. En 1984, la commission Maitland a publié un rapport très important qui analysait parfaitement la situation internationale et concluait à l'existence d'un grand fossé entre les pays en développement et les pays développés. A l'époque, cela s'appelait le « chaînon manquant » (*missing link*); aujourd'hui, nous parlons de « fossé numérique ». Cela a simplement changé de nom, mais la réalité est fondamentalement la même. Hier, c'était un chaînon manquant; aujourd'hui, c'est un fossé. Demain, sûrement, cela va être autre chose.

A l'époque, l'UIT s'était donné vingt ans pour combler ce fossé. Aujourd'hui, il est plus profond que jamais. Sa politique est donc un échec...

L'UIT a réalisé beaucoup de choses, mais malheureusement ce n'était pas suffisant. En ce sens, on peut dire que nous avons échoué. Mais il faut comprendre pourquoi. D'une part, l'UIT était seule. D'autre part, elle a un mandat limité: c'est l'infrastructure qui nous intéresse, pas le contenu. Ça, c'est le travail d'autres organisations; nous ne pouvons pas tout faire. L'important, c'est de ne pas nous marcher sur les pieds et de collaborer dans le respect des compétences de chacun. Si une organisation veut développer un projet de télé-éducation par exemple, le mieux est qu'elle se concentre sur les contenus et s'adresse à nous pour la question technique de la mise en place d'un réseau. En ce sens, le sommet est une occasion fantastique, d'une part, pour mobiliser les forces d'innombrables acteurs et donc accomplir ce que l'UIT ne pouvait et ne peut réaliser seule, d'autre part, pour éviter une compétition sauvage entre les organisations. Le problème, trop souvent, c'est que chacun veut se profiler et s'attribuer le crédit des initiatives. Or, ce crédit, nous devons le donner aux pays pauvres, au lieu de nous battre entre nous.

Dans cette perspective, quelles sont les activités du BDT ?

Notre programme d'action pour 2003-2006 se déploie sur plusieurs axes :

- ❑ *La réforme sectorielle* : comment aider les pays à créer un environnement réglementaire sain et suffisamment transparent pour garantir le développement national en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), attirer les investissements et encourager la croissance.
- ❑ *Les e-stratégies* : comment amener les gouvernements à élaborer et mettre en œuvre une politique qui permette d'étendre les bénéfices sociaux et écono-

miques des TIC à tous les secteurs de la société, à travers des programmes d'*e-governance*, *e-santé*, *e-education*, *e-business*, etc., avec tous les aspects techniques, légaux et opérationnels qui en découlent. L'idée est de lancer quelques projets pilotes dans certains pays.

- ❑ *L'accès universel aux TIC*, notamment dans les zones rurales. Je dis bien « accès » et pas « service » universel. Car l'important pour nous, du moins dans une première étape, n'est pas de cibler les individus, mais de promouvoir une nouvelle approche du développement, à travers notamment des télécentres à la disposition des communautés.
- ❑ *L'accroissement et l'intensification des partenariats avec le secteur privé*. L'UIT est l'agence des Nations unies qui coopère le plus avec les entreprises; plusieurs firmes sont des membres de secteur, qui travaillent activement avec nous.
- ❑ *L'approfondissement des analyses du marché et de l'économie des télécommunications*, afin d'accroître encore la qualité de notre information, d'améliorer nos publications statistiques – les best sellers de l'UIT, très appréciés – et d'affiner nos outils prévisionnels. Nous espérons ainsi répondre toujours mieux aux besoins de l'industrie.
- ❑ *Le développement des capacités et des ressources humaines et techniques* à travers des programmes de formation, que ce soit au niveau des universités, de nos propres centres d'excellence ou encore des académies Internet que nous mettons sur pied avec la société Cisco. Le but est notamment de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des pays, en ciblant en particulier les personnes qui élaborent et mettent en œuvre les politiques.
- ❑ *Les programmes particuliers en faveur des pays les moins avancés (PMA)*, permettant la mise en œuvre des différents objectifs que je viens de mentionner. Pour gagner en efficacité et éviter la dispersion des ressources, nous avons décidé de concentrer nos efforts sur 12 pays pendant deux ans². On essaie de pousser tous ces pays auprès de nos partenaires, en espérant que ceux-ci les sélectionnent également dans leurs programmes, afin d'obtenir le maximum d'impact et d'impulsion. Par ailleurs, une initiative particulière a été lancée en faveur d'un groupe de PMA ayant des « besoins spéciaux », qui émergent d'une situation de conflit ou de guerre civile comme l'Afghanistan, le Rwanda ou le Sierra Leone.

L'UIT, ainsi que l'a montré la dernière Plénipotentiaire de Marrakech, doit faire face à de graves difficultés financières. Quel est votre budget pour ce programme ?

Il s'élève à 64 millions de francs par an, auxquels s'ajoutent 5 millions du « Fonds des télécoms surplus ». C'est peu, mais notre rôle est plutôt celui d'un catalyseur. En général, nous investissons jusqu'à 25 % du coût d'un projet et nous cherchons le reste auprès d'autres partenaires. Cette création et cette mobilisation des ressources est une part difficile, mais essentielle de notre travail.

² Selon le plan opérationnel 2003, il s'agit des pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Laos, Djibouti, Burkina Faso, Malawi, Mali, République centrafricaine, République du Congo, Somalie, Zambie et Haïti.

Pour attirer des fonds, il faut évidemment faire du marketing, lequel à son tour demande certaines conditions. C'est pour cela que j'ai procédé à des réformes structurelles, notamment en termes de transparence. Car le secteur privé veut savoir où va son argent; il veut – à juste titre – des comptes-rendus détaillés. J'ai donc mis de l'ordre dans la maison pour pouvoir répondre à ces exigences, ce qui n'était pas forcément toujours le cas avant. Le résultat, probant, c'est que nous avons pu gagner la collaboration de partenaires comme Cisco.

Par rapport aux partenariats avec les entreprises, certains ont critiqué les relations par trop privilégiées de l'UIT avec la grande multinationale américaine Cisco.

Je suis le premier directeur du BDT à être venu directement du secteur privé. Dans mon précédent emploi, j'avais des relations avec l'UIT et je voyais bien les difficultés de collaboration. En ce sens, quand nous avons commencé à travailler avec le secteur privé, je m'attendais à des critiques. Je savais que cela n'allait pas être facile, car c'était jusque-là un concept étranger au secteur du développement. Il y avait beaucoup d'obstacles et de préjugés, la peur notamment que des entreprises utilisent, instrumentalisent le nom de l'UIT pour leur propre fin.

Notre nom, certes, a une valeur. Mais à quoi sert-il si nous n'avons pas de moyens pour l'utiliser au profit de ceux qui en ont vraiment besoin, les plus pauvres? Cisco avait un chiffre d'affaires de 16 milliards de dollars par an avant de travailler avec l'UIT: vous croyez vraiment qu'ils avaient besoin de nous pour prospérer! En revanche, du point de vue éthique, ils ont un devoir à l'égard de l'humanité. Et c'est mon devoir de le leur rappeler. Si donc l'UIT peut devenir le lieu où se concrétise leur responsabilité morale et sociale, quel mal y a-t-il à cela? Pourquoi dès lors ne pas faire un partenariat avec eux et «exploiter» ce qui constitue leur devoir d'humanité? Le fait que les entreprises tirent un certain profit de cette collaboration n'a en soi rien de répréhensible. L'essentiel, c'est que ces bénéfices soient partagés équitablement et qu'ils génèrent de la croissance, qu'ils créent des emplois et contribuent au développement.

Pour ce qui est des relations privilégiées avec Cisco, ces reproches sont totalement injustes et injustifiés. En février 1999, juste après mon arrivée, j'ai envoyé des lettres à plus de 800 entreprises, les invitant à se joindre à nous dans certaines activités concrètes que j'avais identifiées. Autrement dit, tous les membres de secteur ont été sollicités. Dans mon introduction, je soulignais deux principes fondamentaux pour toute collaboration avec les entreprises: la transparence et la non-exclusivité. La porte était et reste ouverte à toutes les compagnies, mais il faut qu'elles répondent. C'est ce qu'a fait Cisco. Si nous travaillons aujourd'hui étroitement avec celle-ci, c'est simplement parce qu'elle a répondu présent. Mais il y a de la place pour tout le monde, car une seule firme, même aussi grande que Cisco, ne peut répondre à tous les besoins. A cet égard, nous poursuivons aujourd'hui nos efforts de contacts et de recherche de partenariats, d'une manière beaucoup plus pro-active, car il est clair qu'il ne suffit pas d'écrire aux firmes pour les mobiliser. Nous avons beaucoup de projets à proposer, mais nous sommes aussi ouverts à d'autres propositions, à définir et réaliser ensemble.

Cette règle de non-exclusivité a-t-elle vraiment toujours été respectée par l'UIT? Dans le cas d'Africa One par exemple, magnifique « éléphant blanc », l'UIT a conclu un contrat de 2 millions de dollars avec AT&T Submarine sans soumission publique ni étude sur les alternatives possibles...³

C'était avant mon arrivée, et vous comprendrez qu'il m'est difficile de m'exprimer sur ce sujet. Je n'ai pas à juger la politique de mon prédécesseur. Tout ce que je puis dire, c'est qu'effectivement, les choses ne se sont pas passées comme elles l'auraient dû...

Peut-on estimer que c'est un projet mort-né ?

On le peut.

Nous savons que Cisco est l'une des promotrices du « tout IP » (protocole Internet), une technologie qui n'est pas forcément adaptée aux besoins des pays en développement⁴. En développant des académies Cisco dans les pays africains, l'UIT n'offre-t-elle pas à la multinationale américaine une magnifique plateforme d'autopromotion à bon compte ? Ne lui ouvre-t-elle pas des marchés où écouler ses produits ?

Le principe de non-exclusivité, cœur de notre politique, ne concerne pas seulement les entreprises, mais aussi les technologies et les approches. Le protocole Internet est simplement une possibilité parmi d'autres, que les pays restent libres d'adopter ou non. L'UIT, contrairement à la Banque mondiale ou au Fonds monétaire international, n'impose rien. D'ailleurs, nous n'avons pas les moyens – ni financiers ni politiques – de faire pression sur les pays. Nos seuls arguments sont d'ordre technique.

Quand nous élaborons des plans directeurs ou des programmes de réformes sectorielles dans les pays en développement, nous ne venons pas avec des solutions toutes prêtes. Au contraire, nous nous efforçons de présenter toutes les informations et options possibles, et, sur cette base, de collaborer avec la ou les personnes politiques qui auront la force et la conviction de mener à terme les options choisies.

Je viens moi-même d'un pays en développement. Ma tâche est d'assister ces pays. Je sais que les gens là-bas ne sont pas moins intelligents ni moins éduqués que moi. La seule différence entre eux et moi, c'est qu'ils sont coupés de l'information. Or, celle-ci est la base de tout. A une condition toutefois : qu'elle soit la plus actuelle possible. Je le répète souvent : l'info, c'est comme du poisson, c'est bon quand c'est frais. Il est donc important – et c'est notre rôle – de partager l'information, de leur donner l'information la meilleure et la plus complète pour qu'ensuite ils puissent prendre une décision, choisir l'option qu'ils estiment être la meilleure pour eux.

³ Voir dans le présent ouvrage l'article de Michel Egger et Jean-Louis Fullsack (p. 109).

⁴ *Ibid.* (p. 105-106).

L'inconvénient de ce processus – et souvent on nous critique pour cela –, c'est qu'il prend du temps : c'est effectivement plus long que si nous arrivions avec des recettes et des solutions prêtes à l'emploi. L'avantage, en revanche, c'est la pérennité. Puisque ce sont eux qui ont choisi la voie à suivre, qui l'ont conçue et s'y sont impliqués, ils ne vont pas laisser tout tomber ou nous appeler au secours à la première difficulté.

A l'inverse, comme l'expérience le montre, la plupart des réformes sectorielles qui ont été imposées finissent par s'enliser ou échouer au bout de quelques années, car personne n'y croit. Le problème, c'est que les pays en développement sont souvent obligés par d'autres grandes organisations multilatérales d'adopter des politiques contre leur gré ou leurs convictions, simplement parce qu'ils ont le couteau sur la gorge, qu'ils ont impérieusement besoin de certains prêts ou moyens. Vous le savez bien : quand on est un pays pauvre et qu'on a besoin de l'argent des autres, on n'a pas grand-chose à dire ; on est forcé de subir les conditions que les autres nous imposent et qu'eux-mêmes, d'ailleurs, ne respectent pas toujours chez eux.

Encore à propos des académies Cisco, l'UIT n'offre-t-elle pas à cette dernière une pépinière de futurs informaticiens bon marché, contribuant ainsi à l'exode des cerveaux ?

La fuite des cerveaux n'est pas le propre des académies Cisco. C'est un problème général qui va exister tant qu'il y aura des pays en développement et des pays développés. Le secteur international des TIC a aujourd'hui besoin de plus de 300'000 personnes de haut niveau. Il y a donc des manques et il est normal que les gens bien formés des pays en développement soient attirés par ces emplois, généralement bien payés. C'est un phénomène naturel. Comment résoudre ce problème ? Certainement pas en érigeant des barrières. Non, il faut développer la formation de masse, partout. Le phénomène s'arrêtera de lui-même à travers un nivellement par le haut et non par le bas. Ma conviction, c'est qu'un cerveau qui a fui va finir par revenir, beaucoup mieux formé.

A travers les réformes structurelles, fondées généralement sur l'ouverture des marchés et la privatisation, l'UIT est devenue le fer de lance du néolibéralisme dans le domaine des télécommunications. Cela apparaît très bien dans les discours du secrétaire général, Yoshio Utsumi. Or, pour les PMA, la libéralisation n'est pas forcément la panacée. Aux monopoles d'Etat succèdent souvent des monopoles privés qui sont d'abord intéressés par la partie solvable du marché...

Votre façon de présenter les choses sous-entend une position idéologique ou dogmatique de l'UIT. C'est faux. Notre approche est profondément différenciée, aux antipodes de la Banque mondiale par exemple, qui prône la privatisation immédiate. Au contraire, nous avons été pratiquement les seuls à dire qu'il n'existe pas de formule magique valable pour tous les pays. La privatisation n'est pas forcément la solution partout. Cela dépend des situations. Tous les marchés n'ont pas une dimension suffisante ou propice à la compétition. Il y a dans les pays du Sud des sociétés nationales qui se portent très bien, des situations où le libre marché ne se justifie pas, et nous le disons. A l'inverse, comme

le montrent plusieurs de nos études, il y a des cas où la privatisation a fait croître le niveau de vie de la population, augmenté le nombre d'abonnés, amélioré la qualité des services et fait baisser les prix. Ainsi, l'UIT a été mêlée à la privatisation d'Anatel au Brésil. Aujourd'hui, c'est un véritable bijou : les pertes d'emplois initiales ont été très vite compensées, l'effectif a doublé en deux ans, les prix ont chuté tant pour les communications nationales qu'internationales, et la croissance du bénéfice a été multipliée.

La règle de base, c'est d'aller à la vitesse des pays. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont connu plus d'un siècle de monopole public avant d'arriver à la privatisation. On ne veut et ne peut pas demander aux pays en développement de sauter toutes les étapes. C'est une question d'évolution ; il y a des stades par lesquels il faut passer. La privatisation ne peut être forcée. Elle ne peut fonctionner et porter ses fruits qu'à partir du moment où tout le monde – politiques et responsables du plus haut niveau en tête – y croit. Alors, ils mettront toutes leurs forces pour que cela soit un succès.

Un grave problème avec les privatisations, c'est, comme on a pu l'observer dans certains pays en développement, le bradage de tout un patrimoine national qui est vendu à bas prix à des sociétés du Nord, qui ne remettent en état que ce qui est profitable...

Quand un pays veut privatiser, les réseaux sont en effet bien souvent en mauvais état. Il faudrait donc d'abord travailler à les réhabiliter, de façon à ne pas devoir les offrir à vil prix, pour un franc symbolique. Ce que l'on veut privatiser doit être quelque chose de sain. Le problème, c'est que certaines sociétés nationales destinées à la privatisation sont soumises aux programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI : parce qu'elles sont des entreprises d'Etat, elles n'ont pas le droit d'emprunter de l'argent pour faire des investissements. Résultat : elles sont étranglées, on vend un cadavre et on paye les gens pour l'enterrer. Ce n'est pas ainsi que cela doit se passer, car les télécoms sont un domaine rentable ; elles ont simplement besoin d'investissements et d'être bien gérées. Contrairement à ce que d'aucuns affirment, il existe dans les pays en développement des gens capables d'assurer cette bonne gestion ; on n'a pas forcément besoin d'étrangers.

C'est l'un de nos sujets de discussion avec la Banque mondiale. On ne peut pas frapper toute une économie, tous les secteurs et toutes les entreprises avec le même bâton, leur imposer la même recette. Il faut une approche beaucoup plus fine, différenciée selon les branches. Les télécoms sont un catalyseur pour le développement des pays ; il faut les laisser investir et croître, même si elles sont des sociétés nationales.

Privatisation ou non, un service public minimum doit être garanti et la concurrence doit être régulée pour éviter certains dégâts et abus. Comment voyez-vous le rôle de l'Etat ?

L'Etat a essentiellement un rôle d'arbitre, de catalyseur. En cela, je ne suis pas d'accord avec ceux qui affirment que l'Etat n'a pas de place dans le *business*. Simplement, il ne peut pas être arbitre et joueur en même temps, ce qui était le

cas quand il était à la fois opérateur et régulateur. Or, on ne peut pas être les deux : il faut choisir. Les structures de l'Etat sont en effet souvent trop lourdes pour qu'il continue à être joueur. Comme il n'a pas la capacité d'être concurrentiel, il vaut mieux qu'il tienne le rôle d'arbitre.

Sur un marché ouvert, trois choses sont nécessaires. D'abord, il faut établir des règles – c'est précisément le rôle de l'Etat, du régulateur. Ensuite, il faut que ces règles soient transparentes et équitables, qu'elles traitent toutes les compagnies de la même manière. Enfin, il ne faut pas changer les règles pendant le jeu, sinon les joueurs vont partir.

C'est effectivement l'idéal, mais la réalité est souvent bien différente. On sait la corruption qui règne dans les hautes sphères de certains Etats, les collusions et collisions entre intérêts privés et intérêts publics...

C'est effectivement un problème réel. Mais pour qu'il y ait corruption, il faut un corrompeur, qui génère la tentation. Et, pardonnez-moi, celui-ci vient souvent des pays développés. Mais je crois que les choses sont en train de changer. De nombreux Etats ont entrepris les pas nécessaires pour sortir de cette situation, qui sont : reconnaître qu'il y a mal-développement, affirmer une volonté de changement, élaborer des règles du jeu adéquates. Aujourd'hui, 113 pays – parmi lesquels beaucoup de pays en développement – ont une agence de régulation qui fonctionne plus ou moins. Ce n'est pas rien. Dans nombre de pays en développement, les règles adoptées et les structures mises en place ont eu un effet positif sur la croissance. C'est notamment le cas de l'Ouganda, où la télédensité a triplé en quatre ans, et cela continue...

Vous parlez beaucoup de partenariats avec le secteur privé. Mais quid de la société civile ? Jusqu'ici, malgré certaines demandes pressantes, l'UIT a refusé de s'ouvrir à la participation des organisations non gouvernementales. Or, il me semble que celles-ci ont un rôle important à jouer, notamment dans une perspective de développement. Cette fermeture de l'UIT n'est-elle pas en contradiction avec la philosophie du Sommet mondial sur la société de l'information, qui prône précisément un processus réellement tripartite : gouvernements, secteur privé, société civile ?

Je l'ai dit et répété en janvier dernier à Tokyo, lors de la Conférence régionale Asie-Pacifique asiatique de préparation du sommet : nous sommes ouverts aux ONG, tout à fait disposés à travailler avec elles. Simplement, à notre avis, elles n'ont pas besoin de devenir formellement membres de secteur pour cela. Ce que nous refusons, c'est une politisation de l'UIT. Nous faisons du développement, pas de la politique ; il y a d'autres forums pour discuter des droits de l'homme. Je suis pour que les télécoms contribuent à la paix et au respect des droits de l'homme, mais je ne veux pas entrer dans des débats politiques sur ces questions.

Ma tâche, c'est de donner aux gens les moyens de communiquer et de débattre entre eux, sachant qu'en mettant ainsi les gens en communication, nous favorisons la paix. Mais pour cela, il faut des infrastructures : l'Internet, des lignes téléphoniques, la tonalité, des ordinateurs, des routeurs, des sources d'énergie,

etc. C'est la base ; le contenu viendra après. Sans ces structures et instruments très concrets, il n'y a pas de communication, de transmission de contenu dans le volume et à la vitesse nécessaires. L'UIT est la seule à pouvoir offrir cela au sein des Nations unies.

En ce sens, si une ONG veut sincèrement s'engager pour le développement des télécoms dans un pays du Sud, nous sommes prêts à collaborer. Rien dans la convention de l'UIT ne nous en empêche, que cette ONG soit membre de secteur ou non. Voilà le défi que j'ai lancé à la société civile à Tokyo : « Venez ! Je ne vous demande pas d'argent, juste de coopérer à la réalisation de notre tâche. »

L'UIT souffre du manque d'engagement financier de ses membres. Apparemment peu d'entreprises soutiennent le BDT...

Le BDT a 260 membres de secteur. C'est effectivement moins que les deux autres secteurs de l'UIT – celui des radiocommunications et celui de la normalisation – et les cotisations de base sont également plus basses. Ici, il faut voir deux choses. D'une part, nous sommes le secteur le plus jeune de l'UIT : nous avons été créés en 1987 et nous cherchons encore notre chemin. D'autre part, ce que nous faisons ne bénéficie pas directement aux entreprises, contrairement aux autres secteurs comme la normalisation où elles ont leurs propres objectifs et intérêts à court et à moyen terme.

Mais la collaboration se développe. Ainsi, nous allons lancer avec Swisscom et la SOTELMA (la société nationale des télécommunications du Mali) un projet « Internet à l'école » à Tombouctou⁵. Je peux vous garantir que 80 % des fonds investis vont aller véritablement aux bénéficiaires, dans des équipements physiques qui vont rester dans le pays.

Nous touchons là à un autre défi qui me tient à cœur. Les pays en développement en ont assez de cette coopération qui profite moins à leurs habitants qu'aux entreprises, de ces projets qui servent surtout à peaufiner l'image des « généreux donateurs » alors que rien ne se passe sur le terrain, de cette aide aux budgets gonflés dont la plus grande part finit dans les poches des experts et les villas des consultants.


A l'UIT, nous faisons tout pour assurer qu'un grand pourcentage des fonds investis soit effectivement utilisé dans les pays, non seulement sous forme d'équipements, mais aussi pour le cerveau des gens à travers les activités de formation.

Quel est votre sentiment sur la préparation du sommet ?

Le fait qu'il se déroule en deux phases est essentiel, car il va nous permettre une évaluation. De beaux et grands mots vont être prononcés à Genève en décembre. Mais vont-ils se traduire dans les faits, sur le terrain ? C'est ce que nous pourrions mesurer à Tunis, en automne 2005.

⁵ *Ibid.* (p. 111).

Personnellement, je considère les TIC comme une chance extraordinaire pour le développement. Si on arrive à dépolitiser le problème et les télécoms, ils représentent une opportunité et un potentiel pour tous : les entreprises, les pays du Sud et les pays du Nord. L'important n'est pas la fracture numérique, mais l'opportunité numérique.



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.